

Roma, 30 settembre 2020

Circolare n. 298/2020

Oggetto: Lavoro – Autotrasporto – Tempi di guida e di riposo – Nuove disposizioni adottate in Francia – Nota MIT n.15276 del 29.9.2020.

Con la nota indicata in oggetto il Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti italiano ha comunicato che in Francia sono entrate in vigore nuove disposizioni sui tempi di guida e di riposo dei conducenti. Le summenzionate disposizioni si applicano a tutte le imprese stabilite nel territorio dell'Unione Europea.

In particolare, con il decreto n.1104 del 31 agosto 2020 (consultabile all'indirizzo <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042297299/>) è stato stabilito il divieto di effettuare il riposo giornaliero o settimanale in cabina da parte dei conducenti di veicoli di massa inferiore a 3,5 tonnellate che non possano tornare a casa alla fine della giornata lavorativa nonché l'obbligo per il datore di lavoro di provvedere a fornire loro una sistemazione adeguata che assicuri condizioni igieniche dignitose e di garantire che i conducenti rispettino le suddette regole. A tal fine le autorità di controllo francesi possono richiedere ai conducenti di fornire con qualsiasi modalità (ad esempio la ricevuta dell'hotel) la prova di aver trascorso i periodi di riposo con le suddette modalità. Il mancato rispetto dei suddetti obblighi comporta il pagamento di una sanzione pecuniaria a carico dell'impresa che può arrivare fino a 1.500 euro, ovvero fino a 3.000 euro in caso di comportamento recidivo; ulteriori sanzioni irrogabili dall'autorità giudiziaria sono la sospensione della patente di guida, il fermo o la confisca del veicolo.

Sono state altresì previste con il decreto n.1088 del 24 agosto 2020 (consultabile all'indirizzo <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042263180/>) nuove sanzioni per il mancato rispetto del tempo di riposo settimanale che, come è noto, deve iniziare al più tardi dopo sei periodi di 24 ore dal termine del precedente periodo di riposo settimanale. Nello specifico è prevista una sanzione pecuniaria a carico dell'impresa di 450 euro se il superamento del suddetto limite è inferiore alle 12 ore, ovvero di 1.500 euro nel caso in cui il superamento sia pari o maggiore di 12 ore.

Fabio Marrocco
Codirettore

*Per riferimenti confronta circ.re conf.le n. [236/2020](#)
Allegato uno
Gr/gr*



Ministero

delle Infrastrutture e dei Trasporti

DIPARTIMENTO PER I TRASPORTI, LA NAVIGAZIONE
GLI AFFARI GENERALI ED IL PERSONALE

DIREZIONE GENERALE PER IL TRASPORTO STRADALE

E PER L'INTERMODALITA'

DIVISIONE 4

(Accesso alla professione ed al mercato del trasporto di
Merci – Autotrasporto di merci in ambito dell'Unione Europea)

Via G. Caraci, 36 – 00157 ROMA

tel. 06/41584102 - email divisione4.dgtsti@mit.gov.it

Roma,

Alle Associazioni di categoria
dell'autotrasporto di merci e della
committenza.

LORO SEDI

Allegati 1

Oggetto: Francia. Informazioni alla Commissione e agli Stati membri sulle disposizioni relative al divieto di riposo giornaliero e settimanale nei veicoli commerciali leggeri (LCV) .

Pervenuta tramite la Rappresentanza permanente italiana presso l'Unione europea, per ogni utilità si trasmette in allegato (All. 1) copia della nota del 9 settembre 2020 delle autorità francesi (in francese, con traduzione di cortesia in inglese) con cui le stesse informano in dettaglio sulle note misure adottate in Francia per vietare e sanzionare il datore di lavoro per il fatto che i suoi dipendenti che guidano veicoli commerciali leggeri (LCV) prendono i loro periodi di riposo giornaliero e settimanale all'interno del veicolo.

Da parte francese si sottolinea inoltre che i datori di lavoro devono assicurare ai loro conducenti condizioni di alloggio fuori dal veicolo compatibili con la dignità umana e in condizioni igieniche che rispettino la salute.

**IL DIRETTORE DELLA DIVISIONE
(Dott. Camillo Lobina)**

CAMILLO LOBINA
MINISTERO DELLE
INFRASTRUTTURE E
DEI TRASPORTI
Dirigente
29.09.2020
07:35:13 UTC



Paris, le 9 septembre 2020

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : Information de la Commission et des Etats membres sur les dispositions relatives à **l'interdiction de la prise des repos quotidiens et hebdomadaires dans les véhicules utilitaires légers (VUL)**

Les autorités françaises ont adopté de nouvelles dispositions sanctionnant le fait, pour un employeur, de faire prendre à ses salariés conducteurs de véhicules utilitaires légers (VUL), leurs repos journaliers et hebdomadaires dans le véhicule.

L'employeur doit assurer à ses conducteurs salariés des conditions d'hébergement en dehors du véhicule, compatibles avec la dignité humaine et respectueuses de leur santé.

En application de la loi du 24 décembre 2019¹, sur le sol français, l'employeur doit désormais assurer au salarié conducteur, d'un véhicule n'excédant pas 3,5 tonnes de PTAC, des conditions d'hébergement compatibles avec la dignité humaine et des conditions d'hygiène respectueuses de sa santé, hors du véhicule. L'employeur est soumis à cette obligation lorsque le conducteur salarié d'un VUL effectue une opération de transport routier suffisamment éloignée du centre opérationnel de l'entreprise pour qu'il ne soit pas en mesure d'y retourner à la fin de sa journée de travail ou de rentrer à son domicile. **Cette obligation s'applique indifféremment aux entreprises établies en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne.**

En conséquence, **est désormais interdit le fait, pour un conducteur, de prendre ses repos quotidiens ou hebdomadaires à l'intérieur du VUL**, que ce soit dans le dôme-couchette (capucine) situé au-dessus de l'habitacle, à l'arrière du véhicule, dans l'habitacle ou ailleurs à bord du véhicule.

Ces repos doivent être pris hors du véhicule, dans des conditions compatibles avec la dignité humaine, ce qui exige **un niveau de confort minimal et un accès à des sanitaires en bon état**. Sont, par exemple, interdits la prise de repos dans une tente à côté du véhicule, ou dans un sac de couchage proche du véhicule.

Il s'agit d'une **obligation de résultat** : dans l'hypothèse où un conducteur dépenserait la somme d'argent confiée par son employeur à d'autres fins que celles liées à l'hébergement pour la prise des repos, les agents chargés du contrôle pourront en tout état de cause relever l'infraction. En outre, **l'employeur ne saurait s'exonérer de sa responsabilité en invoquant le libre choix du salarié** dans la détermination du lieu où il prend son repos quotidien ou hebdomadaire. Il devra veiller, le cas échéant par des actions de prévention et de contrôle, à ce que ses salariés prennent leurs repos dans des conditions conformes à la réglementation.

¹ Article 102 de la loi n°1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, créant un article L. 3313-4 dans le code des transports.

L'employeur doit mettre le conducteur en mesure de prouver par tout moyen que les périodes de repos quotidien ou hebdomadaire, pris dans le cadre de cette opération de transport, l'ont été dans le respect des conditions présentées ci-dessus. Les agents chargés du contrôle sont donc autorisés à demander au conducteur, lors d'un contrôle, qu'il fournisse des éléments ou documents permettant de prouver que le repos a été pris hors du véhicule et dans de bonnes conditions. La preuve se fait par tout moyen, par exemple en fournissant une facture d'hôtel ou de relais routier, réglée par l'entreprise.

Le fait, pour un employeur, de ne pas assurer des conditions d'hébergement dignes au conducteur, constitue une infraction à la législation sociale française applicable aux transports routiers.

Le code des transports sanctionne la violation de cette obligation par une **contravention de la cinquième classe**², c'est-à-dire une amende de 1 500 euros au plus, montant qui peut être porté à 3 000 euros en cas de récidive. L'autorité judiciaire compétente peut prononcer des peines alternatives : suspension temporaire du permis de conduire, immobilisation temporaire du véhicule qui a servi à commettre l'infraction, si le condamné en est le propriétaire, ou confiscation³.

L'infraction est caractérisée lorsque le salarié prend son repos dans le véhicule de moins de 3,5 tonnes, ou n'est pas en mesure de justifier une prise de repos en dehors du véhicule, dans les conditions mentionnées ci-dessus. En cas de contrôle, s'il est établi que le conducteur se trouve en période de repos quotidien ou hebdomadaire, sa seule présence à bord du véhicule constitue un élément suffisant pour constater qu'il ne prend pas son repos en dehors du véhicule.

Lorsque l'employeur se trouve hors d'état de justifier d'un domicile ou d'un emploi sur le territoire français, le véhicule ayant servi à commettre l'infraction pourra être retenu jusqu'à ce qu'ait été versée une consignation⁴. Ainsi, le paiement d'une consignation de 750 euros par infraction constatée pourra être exigé pour autoriser le véhicule à repartir. **L'employeur établi hors du territoire français devra donc mettre son salarié en mesure de régler la consignation, sans quoi le véhicule pourra être retenu.**

Le fait d'organiser le travail des conducteurs susmentionnés sans veiller à ce qu'ils puissent bénéficier de conditions d'hébergement hors du véhicule compatibles avec la dignité humaine et de conditions d'hygiène respectueuses de leur santé, **constitue en outre un délit** sanctionné d'un an d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende⁵. L'infraction pourra notamment être constatée par la réitération de la contravention mentionnée ci-dessus, qui démontrerait que l'employeur organise le travail de ses conducteurs salariés sans leur garantir des conditions d'hébergement dignes.

Les autorités françaises, soucieuses de la bonne application de la réglementation, entendent laisser un temps suffisant aux destinataires pour en être informés.

Par conséquent, les agents chargés du contrôle du respect de la réglementation du travail spécifique au transport routier auront pour instruction de privilégier, dans un premier temps, une approche informative et pédagogique à l'égard des conducteurs et de leurs employeurs.

Les autorités françaises se tiennent à la disposition de la Commission et des Etats membres pour toute information complémentaire.

² Article R. 3315-11 du code des transports.

³ Article 131-14 du code pénal.

⁴ Article L. 121-4 du code de la route.

⁵ Article L. 3315-4-1 du code des transports.

Information to the Commission and the Member States on the provisions banning the fact of taking daily and weekly rest periods in light commercial vehicles (LCVs) in France

- courtesy translation –

The French authorities have adopted new provisions sanctioning the fact that an employer makes its employees who drive light commercial vehicles (LCVs) take their daily and weekly rest periods in the vehicle.

Employers must provide the drivers they employ with accommodation conditions outside the vehicle that are compatible with human dignity and respect their health.

In application of the law¹ of 24 December 2019, on the French territory, the employer must from now on provide the employee driver of a vehicle not exceeding 3.5 tons with accommodation that is compatible with human dignity and hygienic conditions that respect his health, outside the vehicle.

The employer has to comply with this obligation when the employee driver of a LCV carries out a road transport operation sufficiently far from the operational center of the company, so that he is unable to return there at the end of his working day or to return home. **This obligation applies equally to companies established in France or in a Member State of the European Union.**

Consequently, it is now prohibited, for an employee driver, to take his daily or weekly rest periods inside the LCV, whether in an overcab located above the driver's compartment (sleeper dome / capucine), at the rear of the vehicle, in the passenger compartment or elsewhere on board the vehicle.

These rests must be taken outside the vehicle, in conditions compatible with human dignity, which requires **a minimal level of comfort and access to sanitary facilities in good conditions**. For example, resting in a tent, next to the vehicle, or in a sleeping bag close to the vehicle, is prohibited.

This is an **obligation of result**: in the event that a driver spends the sum of money entrusted by his employer for purposes other than accommodation for taking rest, enforcement officers may in any event establish the offence. Furthermore, **the employer cannot avoid being liable by invoking the employee's freedom of choice in determining the place where he takes his daily or weekly rest period**. The employer must ensure, if necessary thanks to preventive and control measures, that the employees take their rest in conditions that comply with those rules.

The employer must enable the driver to prove, by any means, that daily or weekly rest periods taken in the context of this transport operation have been taken in compliance with the conditions set out above. Enforcement officers may therefore require the driver, during an inspection, to provide evidence or documents to prove that the rest period has been taken outside the vehicle and in good conditions. Proof can be provided by any means, for example a hotel bill or roadside truck stop bill, paid by the company.

¹ Article 102 of the law of 24 December 2019.

Failure by an employer to provide the driver with decent accommodation conditions is an infringement of the French road transport labour law.

The transport code punishes a breach of this obligation with fifth class fine, i.e. a fine of up to **1 500 euros**², which may be increased to 3 000 euros in the event of a repeated offence. The competent judicial authority also may impose alternative penalties, such as temporary suspension of the driving license, temporary immobilization of the vehicle used to commit the offence, if the convicted person is the owner, or confiscation³.

The offence is characterized when the employee takes his rest in the vehicle weighing less than 3.5 tons, or is unable to justify that he has taken a rest outside the vehicle, under the conditions mentioned above. In the event of a check, if it is established that the driver on daily or weekly rest period, his mere presence on board the vehicle is sufficient to establish that he does not take his rest outside the vehicle.

If the employer is unable to provide a proof of residence or employment in France, the vehicle used to commit the offence may be detained until a deposit has been paid. Thus, the payment of a deposit of 750 euros per offence may be required to authorize the vehicle to leave⁴. **The employer established outside France must therefore ensure the employee to pay the deposit, otherwise the vehicle may be withheld.**

Organizing, on a regular basis, the work of the aforementioned drivers without ensuring that they are provided with accommodation outside the vehicle that is compatible with human dignity and sufficient hygienic conditions, **is also an offence, which is punishable by one year imprisonment and a fine of 30 000 euros**⁵. The offence may in particular be established by repeating the above-mentioned offence, which would prove that the employer organizes the work of his salaried drivers without guaranteeing them decent accommodation conditions.

The French authorities are mindful of the proper implementation of these rules and intend to allow sufficient time for the stakeholders to be informed.

Consequently, the enforcement officers are instructed to give priority, as a first step, to information and raising awareness.

* * *

The French authorities are available for any further information.

² Art. R. 3315-11 of the French Transport Code.

³ Art. 131-14 of the French Criminal Code.

⁴ Art. L. 121-4 of the French Road Code.

⁵ Art. L. 3315-4-1 of the French Transport Code.